

Mery (Marcel), contrôleur d'Etat; 22 ans de services civils et militaires, dont 1 an de mobilisation, au total 23 annuités.

Mouren (Clovys-Henri-Auguste), maître portefaix; 41 ans d'activité professionnelle et de services militaires dont 4 ans de mobilisation, au total 48 annuités.

Ollier (Maurice), directeur du contrôle économique; 32 ans de services civils et militaires dont 1 an de mobilisation, au total 33 annuités.

Perilhou (Joseph-Elie), administrateur de 2^e classe à la direction régionale de l'institut national de la statistique et des études économiques à Nancy; 30 ans de services civils et militaires dont 1 an de mobilisation, au total 31 annuités.

Piatier (André-Sylvain), chef de service à la direction générale de l'institut national de la statistique et des études économiques; 15 ans de services civils et militaires dont 1 an de mobilisation et 5 ans de services rendus à la Résistance, au total 21 annuités.

Fastu (André), commissaire aux prix de 2^e classe; 22 ans de services civils et militaires dont 1 an de mobilisation, au total 23 annuités.

Vermot-Gauchy (Michel), chargé de mission au secrétariat d'Etat aux affaires économiques; 27 ans de services civils et militaires dont 2 ans de mobilisation, au total 29 annuités.

De Villiers de La Noue (Elie), directeur général du groupe français pour la fourniture de matériel de chemin de fer; 41 ans d'activité professionnelle et de services militaires dont 5 ans de mobilisation, au total 49 annuités.

Remises de débits.

Par arrêté en date du 28 août 1951, le vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, a fait remise gracieuse, sous réserve du versement des sommes auxquelles son épouse pourrait prétendre à titre de pension de réversion, pour la période du 28 février 1945 au 3 juillet 1948, au titre de l'article 57 de la loi du 14 avril 1924, à M. Gaveau (Marcel), de la somme dont il reste redevable en capital et intérêts, sur celle de 528.603 F qu'il a indûment perçue, pendant la même période sur sa pension militaire d'ancienneté n° A 30685.

Par arrêté en date du 1^{er} septembre 1951, le vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, a fait remise gracieuse, sous réserve du versement d'une somme totale de 50.000 F, et du reversement des sommes auxquelles les héritiers de Mme Constans pourraient prétendre, au titre de la pension de réversion qui serait éventuellement concédée au nom de la défunte, pour la période du 8 août 1945 au 11 mars 1948, à M. Constans (Raymond), de la somme de 281.015 F en capital et intérêts, qu'il a indûment perçue, pour la période du 8 août 1945 au 10 avril 1949 inclus, sur sa pension militaire proportionnelle n° 55875 et, pour celle du 8 août 1944 au 5 février 1949 inclus, sur sa pension d'invalidité définitive mixte n° 34535.

Délégation de signature.

Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques, Vu le décret du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer par arrêté leur signature;

Vu le décret du 11 août 1951 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret du 21 août 1951 et l'arrêté de la même date relatifs aux attributions de secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Arrête:

Art. 1^{er}. — Délégation permanente est donnée à M. A. Verret, directeur de l'organisation économique et du contrôle des entreprises publiques de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques, tous actes, arrêtés ou décisions, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté, qui prendra effet à compter du 24 août 1951, sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 septembre 1951.

EMILE HUGHES.

Administration centrale des finances.

Par arrêté du 12 septembre 1951, M. Lebegue (Jean), administrateur civil de 3^e classe, 4^e échelon à l'administration centrale des finances, est placé en service détaché pour une période maximum de cinq ans auprès du ministère de la France d'outre-mer en vue d'exercer ses fonctions à la direction du contrôle financier de Madagascar. Le présent arrêté a son effet à compter du 21 mars 1951.

Contributions directes et cadastre.

Par arrêté du 12 septembre 1951, est autorisé, pour une période maximum de cinq ans, le maintien en service détaché auprès du ministère de la France d'outre-mer, en vue de lui permettre de continuer à exercer des fonctions administratives en Afrique occidentale française, de M. Baranger (René), inspecteur de 1^{re} classe, 2^e échelon, des contributions directes.

Le présent arrêté a effet à compter du 1^{er} janvier 1950.

Enregistrement.

Par arrêté du 12 septembre 1951, est autorisé, pour une période maximum de cinq ans, le maintien en service détaché auprès du Conservatoire national de musique et d'art dramatique, de Mlle Fabre (Béatrix-Charlotte-Lucie-Marie), contrôleur principal de 4^e échelon de l'enregistrement.

Le présent arrêté a effet à compter du 1^{er} janvier 1951.

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Transfert de centres d'apprentissage.

Par arrêté en date du 27 juillet 1951, le centre d'apprentissage « Champfleury » (G 1 501) à Avignon est transféré à Védène (Vaucluse).

L'enseignement du nouveau centre sera orienté vers l'apprentissage des métiers du bâtiment. Les sections de mécanique et menuiserie du centre « Champfleury » sont regroupées au centre « Philippe-de-Girard » à Avignon (G. 1.256).

Par arrêté en date du 7 août 1951, le centre d'apprentissage mixte de Clermont-Ferrand (M 1411) sis 37, rue Georges-Clemenceau est transféré à Ambert où il fonctionnera comme centre d'apprentissage féminin rural.

Institution d'un diplôme de maître nageur sauveteur.

Le président du conseil, ministre de l'intérieur, et le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, Vu la loi n° 51-662 du 24 mai 1951 assurant la sécurité dans les établissements de natation;

Vu le décret n° 51-327 du 12 mars 1951 portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports;

Vu l'avis des fédérations et organisations intéressées,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Il est créé un diplôme de maître nageur sauveteur établissant l'aptitude à l'enseignement de la natation dans les conditions prévues par la loi du 24 mai 1951.

Art. 2. — L'examen conduisant à la délivrance du diplôme de maître nageur sauveteur prévu à l'article 1^{er} ci-dessus est organisé par les chefs des services départementaux de la jeunesse et des sports à qui incombe le soin de réunir les jurys.

Art. 3. — Pour chaque session d'examen, les jurys sont désignés par le ministre chargé des sports, après consultation des organisations intéressées.

Ils comprennent obligatoirement:

Le chef du service départemental de la jeunesse et des sports, président.

Un représentant du ministère de l'intérieur désigné par le préfet. Deux fonctionnaires de la direction générale de la jeunesse et des sports.

Un représentant de la fédération française de natation.

Un représentant de la fédération nationale de sauvetage.

Un représentant de l'association des professeurs de natation.

Les membres du jury autres que le représentant du ministère de l'intérieur et le chef du service départemental de la jeunesse et des sports doivent être titulaires du certificat faisant l'objet du présent arrêté.

Toutefois, provisoirement, et jusqu'au 31 décembre 1951, les membres du jury ne sont pas tenus de satisfaire à cette condition. Mais les jurys doivent toujours comprendre une majorité de personnes appelées à l'enseignement régulier de la natation.

Art. 4. — Les candidats au diplôme de maître nageur sauveteur doivent être de nationalité française et âgés de 18 ans au moins au 1^{er} janvier de l'année de l'examen.

Art. 5. — Les candidats au diplôme de maître nageur sauveteur doivent adresser au chef du service départemental de la jeunesse et des sports du département où ils résident, 15 jours au moins avant la date fixée pour l'examen, une demande d'inscription accompagnée des pièces suivantes :

- 1° Un extrait d'acte de naissance sur papier libre ;
- 2° Un bulletin n° 3 du casier judiciaire ;
- 3° Un certificat médical, ayant moins de huit mois de date, établissant l'aptitude physique à la natation ;
- 4° Un certificat d'un médecin oculiste assermenté attestant que le candidat présente :

a) Sans verres correcteurs : une acuité visuelle suffisante pour effectuer en plongée la recherche de la victime - soit cinq dixièmes au moins pour chaque œil.

b) Avec verres correcteurs : une acuité visuelle suffisante pour apercevoir immédiatement, au large, le lieu de l'accident et s'y diriger sans hésitation, soit, après correction, quinze dixièmes au total pour les deux yeux, par 10-5,9-6,8-7.

Art. 6. — L'examen de maître nageur sauveteur comporte les épreuves suivantes :

Epreuves pratiques.

a) Trois plongées successives de 20 secondes, départ dans l'eau, avec parcours de 15 mètres (messieurs) ou 12 mètres (dames) chaque fois et repos de 12 secondes (messieurs) ou 15 secondes (dames) entre deux plongées.

Epreuve éliminatoire non notée.

b) Un plongeon de 5 mètres (ou de 3 mètres avec élan s'il n'existe pas de plate-forme de 5 mètres) ou de 3 mètres pour les dames, suivi d'un parcours de 10 mètres en surface, d'un plongeon dit « en canard », de la recherche d'un mannequin de 3 kilos immergé par fond de 3 mètres, du maintien et du transport du mannequin pendant 1 minute sur parcours défini.

La recherche peut comprendre trois plongées au maximum et doit prendre fin au bout de trois minutes. — Coefficient : 3.

c) Se dégager des prises d'un noyé, à sec d'abord, puis dans l'eau. — Coefficient : 1.

d) Enseignement de la natation élémentaire, leçon individuelle et collective. — Coefficient : 2.

e) Démonstration de brasse, des crawlé, crawl et plongeon simple. — Coefficient : 3.

f) Secours aux noyés. — Coefficient : 3.

Epreuve orale.

g) Hygiène et secourisme. — Coefficient : 2.

Chaque épreuve est notée sur 20. Toute note inférieure à 7 est éliminatoire. Le diplôme de maître nageur sauveteur sera accordé aux candidats totalisant la moitié du maximum des points.

Art. 7. — Les candidats titulaires de la carte de sauveteur spécialisé délivrée par le ministère de l'intérieur bénéficieront d'une bonification de dix points.

Art. 38. — A titre transitoire, le diplôme visé au présent arrêté sera délivré sur titres aux titulaires de diplômes, brevets ou certificats délivrés antérieurement par le ministère de l'intérieur et le ministère de l'éducation nationale ou par des organismes privés.

Art. 9. — Il est institué une commission d'examen des titres, désignée par le ministre chargé des sports et qui comprend obligatoirement :

- Le ministre chargé des sports ou son représentant, président ;
- Le ministre de l'intérieur ou son représentant ;
- Trois représentants de la direction générale de la jeunesse et des sports ;
- Un représentant de la direction de l'administration générale, départementale et communale ;
- Deux représentants de la Fédération française de natation ;
- Deux représentants de la Fédération nationale de sauvetage ;
- Deux représentants de l'Association des professeurs de natation de France.

La commission étudie et propose une liste des diplômes, brevets ou certificats qui seront considérés comme équivalents au certificat de maître nageur sauveteur, compte tenu du programme des épreuves et des conditions des examens subis.

La commission examine les catégories et les candidatures, étudie les cas particuliers et propose l'acceptation ou le refus de l'assimilation.

Les titulaires des diplômes de professeur d'éducation physique et sportive (2^e partie) et de maître d'éducation physique et sportive (2^e partie) sont considérés comme étant titulaires du diplôme visé au présent arrêté et qui leur est délivré.

Art. 10. — Les personnes visées par l'article 8 et, d'une manière générale, toutes les personnes donnant à titre onéreux des leçons de natation ou exerçant la profession de surveillant de bassin doivent adresser au ministre chargé des sports (direction générale de la jeunesse et des sports, 2^e bureau, commission d'examen des titres) par l'intermédiaire des services départementaux et académiques de la jeunesse et des sports, une demande de délivrance du diplôme de maître nageur sauveteur accompagnée des pièces suivantes :

- a) Les diplômes, brevets ou certificats (ou leur copie certifiée conforme par le maire ou le commissaire de police) en leur possession.
- b) L'avis des chefs de services départementaux et académiques de la jeunesse et des sports.

c) Le cas échéant, l'avis de la fédération, du club ou du directeur de l'établissement de natation, selon le cadre où ils exercent, constatant l'aptitude physique à la natation.

d) Un certificat médical, datant de moins de trois mois, établissant :

e) Un extrait d'acte de naissance.

Art. 11. — Les candidats ayant satisfait aux conditions de l'examen créé par le présent arrêté et les titulaires de diplômes, brevets ou certificats reconnus équivalents, reçoivent un diplôme signé par le ministre chargé des sports ou son représentant et par le ministre de l'intérieur ou son représentant.

Art. 12. — Les matières au programme de l'examen prévu à l'article 6 ci-dessus figurent en annexe au présent arrêté.

Art. 13. — Le directeur général de la jeunesse et des sports et le préfet directeur général de l'administration départementale et communale et de la protection civile sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 31 juillet 1951.

Pour le président du conseil, ministre de l'intérieur :

Le préfet, directeur général de l'administration départementale et communale et de la protection civile,
PIERRE-JEAN MOATHI.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique,
à la jeunesse et aux sports,
ANDRÉ MORICE.

ANNEXE

Examen de maître nageur sauveteur.

MATIÈRES AU PROGRAMME :

I. — Secours aux noyés.

Les causes de la noyade. Le sauvetage (avec l'aide et sans l'aide d'un matériel de secours). Dégagement de la victime. Les différents types de noyés (noyés blancs, noyés bleus). Démarches urgentes à effectuer. Les soins immédiats. Les méthodes de réanimation. Démonstration de la méthode Schaefer et de la méthode Eve. Les appareils mécaniques de respiration artificielle. Aménagement d'un poste de secours. Précautions à prendre dans un établissement de natation, pour éviter les accidents : en bassin, en baignade, en plage. Surveillance.

II. — Hygiène et secourisme.

La tenue d'un établissement. Réglementation intérieure d'un établissement de natation. Vestiaires. Douches. Devoirs des usagers et des exploitants. Les bassins. Entretien des bassins. Dragage des fonds. Aménagement des bords. Filtrage et désinfection des eaux. Propreté et hygiène des établissements : piscines, baignades, plages.

Le secourisme. — Notions sommaires sur les accidents dus à la natation. Transport des blessés. Premiers soins : blessures avec plaie, accidents musculaires.

Prescriptions communes à tous les marchés de fourniture de denrées alimentaires, produits d'entretien et combustibles passés pour le compte de l'administration de l'enseignement technique.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

Vu l'acte administratif dit décret n° 1082 du 6 avril 1942 relatif aux marchés passés au nom de l'Etat (validé) ;

Vu le décret n° 48-1763 du 19 novembre 1948 relatif aux commissions consultatives des marchés ;

Vu l'arrêté du 13 juillet 1951 fixant les clauses et conditions générales applicables aux marchés passés par les établissements nationaux d'enseignement technique ;

Vu l'approbation donnée par la commission consultative des marchés au cours de sa séance du 24 juillet 1951,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Est approuvé le cahier, ci-joint, des prescriptions communes à tous les marchés de fourniture de denrées alimentaires, produits d'entretien et combustibles, passés pour le compte de l'administration de l'enseignement technique, et les pièces annexes.

Art. 2. — Le directeur général de l'enseignement technique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 août 1951.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Le directeur de cabinet,
JEAN BOUCCOIRAN.

N. B. — Le cahier des prescriptions communes précité sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'éducation nationale.